

Islâm et laïcité

Pr. Tahar Gaïd

Les concepts, les méthodes des théories politiques et les discours, qui en découlent sont le produit de la raison européenne. Ils ont été conçus à partir de faits politiques et sociaux des sociétés européennes. Il est toujours nécessaire d'en définir préalablement les fondements et les critères pour être à même d'en faire une analyse critique. Il convient, dans ce contexte, d'en connaître aussi les expériences à la lumière des critères des sociétés arabo-islamiques et d'accéder à une véritable compréhension des concepts et des théories politiques en général.

Il faut remarquer que la plupart des écrits du monde arabo-islamique au sujet de la laïcité, n'attachent pas beaucoup d'importance à la définition du concept et à sa clarification. Pour eux, sa conception est devenue si évidente qu'elle n'a plus besoin d'être définie, au point que le sens scientifique se confond à présent avec celui de l'usuel dont le fondement ne peut pas vraiment être utilisé correctement. Ainsi, cette idée de laïcité s'emploie pour n'importe quoi sans en saisir, à bon escient, le contenu. Au contraire, d'aucuns élargissent son cadre de compréhension, au point d'en faire la clé de sésame dans la manière de résoudre les problèmes, d'élever nos sociétés à un plus haut niveau d'aisance matérielle et à une vie meilleure.

Le discours sur le concept de laïcité véhicule plusieurs contenus qui, dans leur ensemble, portent sur des jugements de valeur. Tous, s'appuient sur des critères fondés sur les situations des sociétés non européennes, comparées aux sociétés européennes, sans prendre en considération les diversités culturelles, historiques et géographiques. Or, ce concept, bien qu'il soit vague et imprécis, est devenu prépondérant dans plusieurs écrits des auteurs arabo-musulmans, aussi bien de langue arabe que de langue étrangère. Ils ne font pas une véritable différence entre ce que le concept européen entend par laïcité et ce qui ne l'est pas.

Nous partons toujours du principe de l'universalité des concepts, tels que démocratie et laïcité. Il ne fait aucun doute que ce sont

des notions universelles, mais leur contenu correspond, d'une manière générale, à la culture des peuples qui les adoptent. Il s'ensuit que la meilleure manière d'opérer porte sur la compréhension de son contenu et l'avantage que l'on peut tirer. Cette opération se réalise, soit en décomposant ses éléments pour en accepter certains et en délaissier d'autres, soit en s'efforçant de concevoir une définition qui dissèque ses orientations pour garder celle qui satisfait notre culture et répond à nos réalités.

Le concept de laïcité a été forgé en Europe à la suite de la mainmise de l'Eglise sur les affaires de l'Etat, avec tout ce que cela implique en matière d'inquisition, de refus de la science, de superstitions, d'intolérance et, d'une manière générale, de retard culturel. Or, au même moment, la terre d'Islâm connaissait ce qui est appelé *l'âge d'or*. Nous n'entrerons pas dans les détails. Il suffit de dire que la situation qui prévalait à cette époque n'était pas celle de l'Europe et qu'il n'y avait donc pas lieu d'envisager la séparation entre la religion et la politique dans les territoires islamiques.

A notre époque, le problème pourrait se présenter différemment. Aussi, il nous appartient de comprendre ce que l'on entend par religion en Islâm. Si ce n'était qu'une question de pratiques cultuelles, nous pourrions à la rigueur militer en faveur de la laïcité. Nous irions jusqu'à dire que les hommes de religion, la hiérarchie ecclésiastique n'existant pas en Islâm, n'ont pas à s'immiscer dans les affaires politiques. Mais, il se trouve, comme nous le verrons plus loin, que les valeurs coraniques comportent un aspect législatif. Si nous dissociions la religion de la vie active, nous serons donc amenés à éliminer, par exemple, le statut de la famille et les successions du code civil. Ce qui n'est pas possible.

En définitive, la décomposition du concept de laïcité et la compréhension de chacun de ses éléments nous conduisent à conclure qu'il n'y a aucun inconvénient à séparer le domaine propre des religieux et celui des hommes politiques. Cependant, il est contraire à l'esprit et à la lettre du Coran de refouler dans les oubliettes de l'histoire la partie législative du Livre de Dieu, à moins de vouloir créer un organisme apolitique qui se chargera de ces questions. A ce moment, nous créerons un Etat dans un Etat susceptible d'être, l'un contre l'autre, en conflit permanent, dès lors,

que cette nouvelle structure aura son mot à dire sur le commerce et les opérations financières pour ne signaler que ces questions parmi d'autres.

Voyons à présent plus en détail le rapport de la religion et de la politique. L'islâm, selon un courant politique très minoritaire, n'est qu'une simple relation entre l'individu et son Seigneur, relation intime sans une intervention humaine. Compris sous cet angle, il n'intervient pas dans l'organisation de la société, tant du point de vue politique et institutionnel, que social et économique. Il faut dire, tout de suite, que cette conception nous vient, quelque peu en droite ligne de la doctrine chrétienne qui prévaut en Occident et qui se caractérise par la séparation de l'Eglise et de l'Etat. L'avis contraire est affiché par la majorité des musulmans qui ne voient pas de séparation entre la religion et la politique. L'homme, étant à la fois corps et esprit, un Etat musulman n'évacue donc pas de sa vision du développement communautaire la religion, laquelle s'érige en inspiratrice des orientations politico-économiques.

En effet, l'Islâm englobe tous les aspects de la vie. En matière de culte proprement dit, son domaine s'adresse au comportement humain sous ses diverses formes : la *'aqîda* définit et oriente la pratique quotidienne. Sur les plans politique et économique, il organise la vie familiale, traite de l'organisation pénale et se préoccupe de l'activité de l'homme au sujet de la production, de la consommation des produits et de la répartition des services en vue de satisfaire les besoins de l'individu en particulier et de la société en général.

Il n'est pas rare d'entendre des musulmans affirmer que l'Islâm n'expose que les grandes lignes en matière politique et économique. C'est pourquoi, disent-ils, l'organisation de ces branches de l'activité humaine repose essentiellement sur la raison, sans aucune interférence du religieux dans ce domaine. Il n'appartient plus à l'Etat de prendre en charge toutes les théories dites modernes d'autant plus que l'Islâm, en raison de sa capacité d'adaptation, assimile toutes les configurations positives des autres cultures et civilisations. C'est ainsi que le concept de la laïcité pénètre l'espace territorial de l'Islâm et gagna l'esprit d'une catégorie réduite de penseurs et d'hommes politiques musulmans.

De cette infiltration, trois grands courants de pensée peuvent être dégagés : la négation du politique dans le champ islamique, l'existence de règles laissées au libre arbitre et l'adoption d'un cadre islamique avec, cependant, des idées simples ne portant que sur des besoins limités. Les uns sont motivés par le sens qu'ils donnent à la mission du Prophète (qsssl), et les autres par les influences exercées sur eux par les expériences de l'Europe, tandis que les troisièmes adoptent des positions intermédiaires.

Le chaykh Ali Abdarrazâq fut un de ceux qui prétendirent que l'Islâm ne véhicule pas une forme d'organisation politique et économique. Les mesures adoptées par le Prophète (qsssl) ne s'assimilent pas à la Loi. Elles n'étaient que le produit de la raison et la conséquence des impératifs du pouvoir de cette époque. La mission du Sceau des envoyés se limitait simplement à la transmission du Message divin. Elle ne portait aucunement sur la forme de l'Autorité à exercer sur la Communauté musulmane, ni sur l'élaboration de règles politiques et économiques valables dans l'espace et dans le temps.

Le concept de laïcité trouve ainsi une résonance auprès de certains musulmans pour lesquels le Prophète (qsssl) n'avait d'autre mission que de transmettre la religion de Dieu, sans jamais la confondre avec l'institution d'un Etat. Bien que l'Envoyé de Dieu (qsssl) ait assumé le leadership de son peuple et exercé son autorité sur lui, les partisans de la laïcité persistent à séparer le pouvoir étatique qui revêt, prétendent-ils, un caractère politique et le pouvoir inhérent à la mission prophétique qui, lui, appartient au domaine de la religion. Les activités du Prophète (qsssl), assimilables aux actes gouvernementaux, négociations, conclusions de traités, conduite de l'armée, etc. ne sont plus perçues que sous l'angle de moyens, parmi d'autres, pour étendre la prédication et raffermir l'unicité de la religion.

Cette thèse pourrait être défendue en proposant des versets extirpés de leur contexte historique. Il en est ainsi de ces citations : « *Nous ne t'avons envoyé qu'en annonciateur et avertisseur* » (s.17, v.105) et « *Rappelle ! Tu n'es qu'un rappelleur ! Tu n'as pas d'autorité sur eux* » (s.88, v.21 et 22). Ces versets, et d'autres encore dans cet esprit, pourraient être inscrits dans le cadre du principe : « *Nulle contrainte en religion* ». En effet, ils ont été révélés à la Mecque, c'est-à-dire au cours de la période

où le Prophète (qsssl) se bornait à propager les fondements du monothéisme intégral. L'édification d'un Etat n'était pas encore envisagée. Il ne faut pas perdre de vue que le Coran est descendu graduellement, en fonction des réalités du moment. Il n'anticipait pas sur des événements futurs.

C'est pourquoi, l'explication de la Parole de Dieu procède de l'étude de la situation qui prévalait dans le milieu mécréant des Qurayshiytes. Il convient de comprendre que l'enjeu consistait à bannir le culte des idoles et à lui substituer l'adoration de Dieu Unique, sans rien Lui associer et sans aucun intermédiaire humain ou matériel. Le Prophète (qsssl) subissait le sarcasme de son peuple conduit par des notables véhéments et hostiles à tous les changements qui mettraient en péril leur suprématie politique et leur domination commerciale.

Le Prophète (qsssl) était désespéré de rencontrer une opposition qui repoussait avec acharnement la Vérité et qui le manifestait par des attitudes négatives et des actes parfois violents. Il avait besoin d'un réconfort qui ne pouvait venir que de son Seigneur et maître, le Dieu Tout-Puissant. Ce fut dans ce but, que les versets susmentionnés lui ont été transmis par l'Ange Gabriel. La révélation informait, donc, le Sceau des envoyés (qsssl), que sa tâche consistait seulement à communiquer le Message et à mettre en garde les dénégateurs contre les fâcheuses conséquences de leur obstination. Le Prophète (qsssl) ne pouvait pas être, dans ce domaine, le garant d'hommes infidèles, sur lesquels il n'avait certainement aucune autorité morale ou physique.

Ce ne sera plus le cas, quelques années plus tard, quand la Communauté musulmane verra pleinement le jour. C'est alors, qu'au terme d'une dizaine d'années de diffusion des préceptes sur l'unicité et la transcendance de Dieu, le Prophète (qsssl) émigra à Médine où il continua à recevoir la révélation. Celle-ci, dévoila progressivement une Législation observée par la société islamique en pleine organisation. Il fallait des structures appropriées, sans lesquelles la réglementation en vigueur ne sortirait pas de son expression orale pour entrer dans la sphère des décisions opérationnelles. Il y avait alors nécessité de souder la Communauté musulmane de cette époque et de celle des générations futures, par des liens politico-institutionnels.

Certes, répliqueront certains, le Prophète (qsssl) assumait le commandement du nouvel Etat, mais celui-ci était destiné aux Arabes de son époque, tandis que l'Islâm est la religion de toute l'humanité. Son imâmat se rattacha à sa mission et celle-ci prit fin avec sa mort. Rien n'interdit, par conséquent, aux musulmans de concourir avec les autres peuples et de forger des lois que la raison doit produire, sans se fonder sur les énoncés du Coran et de la prophétie. Une telle situation heurte de front le Livre de Dieu auquel il est dénié toute œuvre opérationnelle pour tous les temps. Que reste-t-il alors à faire ? Se tourner vers l'Europe ?

La pensée scientifique et la montée du libéralisme économique, auxquelles l'Eglise s'opposait, ouvrirent progressivement les portes de l'Europe et de la laïcité, non sans controverses théologiques et conflits idéologiques. On évacua la religion du domaine politique, économique et culturel pour en faire une affaire privée, sans pour autant détruire les idéaux d'égalité et de justice sociale. Ces deux dernières hautes valeurs animaient les mouvements d'inspiration chrétienne, en lutte contre l'exploitation de la bourgeoisie au pouvoir.

Les laïcs transposent l'histoire de l'Europe dans leur propre continent et s'y réfèrent pour expliquer l'échec de l'intrusion du religieux dans la sphère politique. Il est vrai que lorsque l'Eglise éleva le Christianisme au rang d'une autorité étatique la religion véhicula l'inquisition, l'obscurantisme, le despotisme... au moment où l'Islâm resplendissait de mille lumières. Il est vrai aussi que les expériences connues en Europe —et que les sociétés musulmanes n'ont pas vécues— déclenchèrent un mouvement qui libéra la pensée de tous les facteurs moraux de la religion, surtout des superstitions et mena les Etats d'Europe et d'ailleurs jusqu'à l'athéisme avec la révolution bolchevique, avec la Russie comme point de départ.

Partant toujours des expériences européennes, voire d'antécédents propres à l'histoire musulmane, les laïcs affirment à juste titre que les gouvernants religieux reposent leur autorité sur l'obéissance aveugle des populations et ne cèdent aucune place à la critique, si constructive soit-elle, du moment que les idées divines pratiquées ne souffrent d'aucune contestation. Il est juste de conclure que ces méthodes despotiques entretiennent la sclérose de la pensée et s'opposent donc à l'évolution. Ce n'est pas,

pourtant, le cas de l'Islâm, car le Coran encourage la recherche scientifique et l'esprit d'initiative dans tous les domaines. C'est dire qu'aucune comparaison ne peut donc être faite avec l'expérience occidentale.

Pourtant, la tendance laïque se propagea peu ou prou, selon les contrées, dans le monde musulman. Elle résulte d'une situation historique, au cours de laquelle, les valeurs judéo-chrétiennes et marxistes s'imposèrent à la pensée universelle. En effet, deux grandes idéologies s'affrontèrent pendant le long sommeil du monde musulman. L'Islâm, en tant qu'organisateur de la vie, était absent de cette lutte, parce que tel était le dessein des puissances colonisatrices et impérialistes, d'une part, et parce que les Etats musulmans l'isolèrent des débats politiques, d'autre part. Dans l'un et l'autre cas, il a été décidé que cette religion n'apportait aucune contribution à la construction de la vie sociale et économique. Il ne restait qu'à laisser les problèmes de ce monde à la raison liée aux expériences humaines et aux exigences du temps.

D'aucun atténuent, plus ou moins, la notion de laïcité selon la définition que l'Occident lui accorde. En ce qui le concerne, l'Islâm pose des règles souples et flexibles qui épousent les mutations sociales. Si l'interdiction du taux usuraire (ribâ) demeure éternelle, le domaine politique et économique s'ouvre largement aux idées évolutives qui transforment les données fondamentales, pour en découvrir d'autres plus opérationnelles. En d'autres termes, l'Islâm abandonne entièrement la politique et l'économie à la volonté humaine, aussi bien pour les problèmes institutionnels, industriels, agricoles et commerciaux, que pour ceux de la production, de la monnaie, des salaires, de la vente, du commerce extérieur....

Qu'est-ce qu'encore l'Islâm pour d'autres penseurs et hommes politiques ? Il énonce, disent-ils, des fondements et des principes qui ne s'exercent pas seulement à une époque historique donnée, pour ne plus être utilisables à l'ère de l'atome et des découvertes spatiales. Cela ne signifie pas que la pensée humaine s'arrête aux solutions ancestrales et freine, par conséquent, son mouvement créateur. Cependant, si ces fondements et ces principes politico-économiques, très réduits d'ailleurs -disent-ils- quant à leur nombre, revêtent un caractère général pour tous les temps, ils ne constituent

qu'un ensemble restreint d'enseignements et de lignes directrices qui soutiennent la réflexion continue. Ils ne portent ainsi que sur les besoins essentiels de l'homme et de la société. Enfin, ils définissent, non pas une organisation politique aux contours stables, mais uniquement maniable au sein duquel les applications se multiplient et se diversifient au gré des circonstances politiques et des conjonctures économiques.

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de ces différents courants ? L'organisation politico-économique n'est perçue que sous l'aspect du droit positif puisque, selon les dénégateurs, l'Islâm n'avance pas de règles intangibles à ce sujet. Quand elles existent, leur permanence est niée, du moment que, leur contenu se soumet aux variations du temps, comme si le Coran et la Sunnah ne comportaient pas de lois stables et immuables, et comme si la laïcité pouvait se transformer en règle morale et inversement.

Ces réflexions erronées ont donné naissance à des idéologies qui apparentent l'Islâm à la pensée capitaliste, animée par la séparation entre la religion et la vie sociale, d'une part, et à la pensée socio-marxiste, guidée par la négation de Dieu d'autre part. Elles ont même engendré un système où les idées du libéralisme sauvage s'imbriquent dans celles du socialisme athée sous le prétexte des insuffisances doctrinales de l'Islâm en matière politique et économique, de son incapacité à traiter valablement les problèmes contemporains et à répondre dès lors aux besoins de l'humanité.

La conception restrictive du terme « *religion* » conduit à prendre l'Occident pour modèle et, partant, à définir la séparation entre la politique et la foi, comme panacée. Partant de l'idée que la justice sociale tend à la satisfaction des besoins matériels, d'aucuns préconisent donc d'accepter toutes les lois qui répondent aux nécessités de l'heure, quelle que soit leur origine. En amputant la religion de ses aspects civilisationnels, l'exercice de la liberté religieuse n'est plus envisagé qu'à certains moments de la religion ou de l'année, tandis que la majeure partie du temps est laissée à la liberté absolue de concevoir une organisation de la pensée et de la vie totalement indépendante des normes organiques. Cette vision des choses fait que, pour ses partisans, il n'y a de salut qu'en dehors de la religion. C'est là, une question dictée par une conscience particulière qui ne correspond pas aux impératifs de l'Islâm.

En réalité, cette conception émane de gens peu familiers de la pensée islamique ou qui ne connaissent de l'Islâm que son écorce. Cette ignorance provient de l'élimination des études islamiques des programmes universitaires. Les politologues et les économistes et autres chercheurs ont rompu le lien qui aurait dû les rapprocher du Coran et de la Sunna. Aucun effort n'a été entrepris pour dévoiler les théories et les bases de la politique et de l'économie islamique contenues dans les textes. Etrangers aux riches données élaborées par les anciens, ils ne sont pas en mesure de concevoir une méthode de réflexion capable de féconder de nouvelles idées à partir des découvertes scientifiques de notre époque. Maintenant, nous sommes témoins d'un engouement pour les théories capitalistes et socialistes, sans prendre vraiment conscience qu'en maints aspects, elles sapent les fondements de la personnalité islamique. Cette tendance place les peuples musulmans dans l'attitude d'éternels vaincus, puisque leurs élites résolvent les problèmes en empruntant les solutions dans le camp promu définitivement, selon elles, maître incontesté et incontestable de la modernité.

Il est impératif, pour l'élite musulmane de tous les pays, de s'attacher sérieusement à l'étude des données islamiques en matière d'organisation de l'Etat et de l'économie. L'ordre établi par l'Islâm correspond mieux à la nature innée ou originelle de l'homme. Il est celui qui permet d'harmoniser la vie en société, d'assurer le bien-être et de garantir la sécurité. Le Professeur d'économie Jacques Austry, dans son livre intitulé *L'Islâm face au développement économique* (Ed. Ouvrières, Paris, 1961), écrit que la voie du développement économique ne se limite pas aux deux systèmes connus : le capitalisme ou le libéralisme et le socialisme. Au contraire, il existe un troisième, celui de l'Islâm. Ce dernier dominera le monde car sa méthode complète convient mieux à la vie contemporaine.

Certes, la recherche exige beaucoup d'efforts, car le Coran ne se divise pas en chapitres, traitant chacun d'une matière déterminée, complète et précise. Il est vrai aussi, que le recouvrement de l'identité islamique passe par la maîtrise de la technologie, mais à condition que celle-ci se traite au moyen d'une pensée et d'une méthode dictées par l'ordre politico-économique défini par l'Islâm. Combien même, les peuples musulmans parviendraient-ils au stade de la création matérielle, ils perdront leur âme s'ils persistent

à importer indifféremment des modes de pensée sans relation avec la société islamique.

L'Islâm exprime clairement les rapports entre la foi et la politique. Toute solution contraire signifie la négation de l'Absolu, ou tout au moins, la séparation de la vie sociale et la dimension transcendante de Dieu. Sa reformulation conceptuelle en termes impropres à son essence, se traduit dès lors par une entreprise d'occidentalisation dont les nouvelles formes d'impérialisme opèrent sur le plan des valeurs et des concepts. Traitant de l'histoire, mais sa pensée est valable dans le domaine du développement, Mohammad Chérif Sahli, historien et philosophe algérien, ne manqua pas de souligner l'effort intellectuel à réaliser sur soi-même, quand il écrit : « *C'est dire que la décolonisation des esprits reste à faire ; c'est dire combien elle est plus difficile que celle des territoires et des institutions* ».

D'aucuns se fondent sur des aspects de l'histoire musulmane pour justifier leur position à l'égard de l'Islâm. Confondant le fait historique et le fait islamique, ils concluent, sincèrement ou avec une arrière-pensée compréhensible, que le retard vécu par les peuples musulmans prouve l'incapacité de la religion à gouverner l'Etat et la société. Nous notons, qu'effectivement, des organisations sociales se sont revêtues d'une forme islamique sans aboutir à des résultats probants. Toutefois, il y a une grande différence, entre donner une teinte religieuse à un Etat et faire reposer celui-ci sur des assises dictées par le Coran et la Sunna.

Un bref aperçu de l'histoire et des observations présentées par Ibn Khaldoun, nous éclaireront sur les raisons des échecs et de leurs conséquences, ainsi que sur le besoin de lier la vie matérielle à la vie spirituelle. Il n'est pas question de faire un tour d'horizon global sur l'histoire des gouvernements musulmans, mais de s'arrêter aux origines qui altèrent les fondements de la religion de Dieu, Seigneur des hommes et des univers.

A quelques exceptions près, à partir du règne de Mu'âwiyya, l'organisation du pouvoir soumit la religion à son service, alors que, le mouvement inverse aurait dû se produire. Une étude objective de l'histoire doit distinguer entre les Vérités de l'Islâm et leur application. La mise en œuvre des enseignements coraniques relève de l'activité humaine. Les erreurs et les déviations

ne doivent pas être attribuées à l'Islâm. Elles doivent être supportées par les hommes qui dévient la religion de son vrai sens et de son cours normal.

'Umar Ibn al-Khattâb mit en garde 'Ali et 'Uthmâne contre la tentation de faire appel aux membres de leur famille, pour partager avec eux le Pouvoir, au cas où, l'un ou l'autre accédait à la magistrature suprême de l'Etat. Pourtant, le clan Umayyade des Banû Sufyâne profita de la vieillesse du troisième calife, homme d'une grande piété et dévoué à la cause de l'Islâm, pour s'emparer du commandement, sans égards pour les autres clans et les autres ethnies. Les Banû Umayya comptaient dans leur rang la plupart des anciens ennemis du Prophète (qsssl) jusqu'à la prise de la Mecque. Ils avaient combattu le Messenger de Dieu (qsssl), parce qu'ils pensaient que l'expansion de son enseignement allait détruire leurs privilèges. Leur conversion à l'Islâm leur faisait espérer que leurs ambitions dépasseraient les limites étroites de leur cité. Mu'âwiyya, fils d'Abû Sufyâne, rallié de la dernière heure, rusa pour se débarrasser de 'Ali Ibn Abî Tâlib, sous prétexte de venger l'assassinat de 'Uthmâne. Ensuite, il fit du califat une monarchie héréditaire. La fraternité développée par l'Islâm fit place désormais aux luttes claniques, tribales et familiales. Le calculateur Mu'âwiyya était avant tout un homme politique, plus soucieux de préserver les intérêts de l'Etat que de sauvegarder la pureté de la Foi. Il se servit de la Loi de l'Islâm pour constituer et perpétuer un royaume à caractère ethnique.

Il n'est pas exagéré de dire que la séparation entre la religion et l'Etat commença à prendre de l'ampleur avec la dynastie des Umayyades. L'esprit d'initiative se perdit au sommet de la hiérarchie. Il se noya dans le goût du pouvoir et du luxe. Ibn Khaldoun, en observateur perspicace, nous en donne un aperçu dans ses *Prolégomènes* : « Pour le goût de la gloire, cela tient aux liens du sang d'où découle le pouvoir royal. L'esprit tribal est composite ; il résulte d'un mélange de plusieurs clans, dont l'un est plus fort que les autres. De la sorte, un clan peut arriver à dominer les autres. C'est ainsi que survivent l'organisation tribale et la supériorité sur les hommes et les dynasties....

« En ce qui concerne le goût du luxe : quand une nation est au pouvoir, sa prospérité et son bien-être augmentent. Les gens

s'habituent à bien des choses. Du strict nécessaire et de l'austérité, ils passent au luxe, au confort, à la beauté ; Ils adoptent les usages de leurs prédécesseurs et ils jouissent de leurs avantages.

« Reste le troisième point : le calme et la tranquillité. En effet, une nation, qui n'a obtenu le pouvoir royal rien qu'en faisant valoir ses droits et en poursuivant ses desseins, cesse tout effort, quand ses désirs sont satisfaits... Ceux qui sont arrivés au pouvoir n'ont plus à se donner autant de mal. Ils préfèrent se reposer et rester tranquilles. Ils veulent profiter du pouvoir, c'est-à-dire avoir de belles demeures et de beaux habits. Ils construisent des palais, où ils installent l'eau courante. Ils plantent des arbres dans les jardins et jouissent de la vie. Ils préfèrent le repos à l'effort. Ils tirent vanité de leurs vêtements, de leur cuisine, de leur ameublement, de leur tapis. Ils s'y habituent et transmettent leurs usages à leurs successeurs. Il en est ainsi, jusqu'à ce que ce Dieu fasse exécuter Ses décrets ».

N'est-ce pas cette situation que vivent actuellement les Etats musulmans ? N'est-ce pas, parce qu'ils se sont détournés de la voie de Dieu ? Or, l'Islâm, c'est le Coran révélé au Prophète Muhammad (qsssl). Il comporte, ainsi que nous le savons, al-aqâ'id (les dogmes immuables), al-ibâdât (les pratiques culturelles), al-akhlâq (la morale), al-adab (l'éthique du bien-faire et du bel-agir) et al-muâmalât (les relations humaines ou sociales). Les avis autorisés en ces matières sont ceux sur lesquels s'accorde, la Communauté musulmane, représentée par les mujtahidîne (ceux qui fournissent un effort intellectuel) éclairés au courant des réalités et des aspirations du peuple. Les erreurs et les déviations n'incombent qu'à leurs auteurs. Prendre pour prétexte des échecs historiques, pour inventer un autre islâm, c'est simplement trahir Dieu et Son Livre révélé au Sceau des envoyés.

Que serait-il passé si 'Ali Ibn Abî Tâlib n'avait pas été évincé du califat par l'aristocratie mecquoise ? C'est que, son accession au pouvoir annonçait la fin de la domination des marchands de la Mecque. La lecture du *Nahj al-balagha*, recueil de ses discours et messages, nous livre sa pensée sur ce que l'Islâm aurait été sans sa disparition de la scène politique. Mais laissons encore parler Ibn Khaldoun. Il met en relief les inconvénients de ces pouvoirs politiques qui se détournent de la religion, d'un côté,

et les bienfaits de ceux dont le commandement procède de la Loi de Dieu. Afin de ne pas trahir sa pensée, il est utile de le citer textuellement, plutôt que, de résumer ses idées et, partant, les appauvrir :

« Le pouvoir royal requiert la domination et la force, pour exprimer le caractère irascible de la nature humaine. Les décrets du souverain s'écartent donc, en général, de la justice ; ils coûteront chers aux affaires matérielles des sujets car, le plus souvent, le roi les force à exécuter ses intentions et ses désirs, ce qui dépasse peut-être ses possibilités. Il est vrai que, dans chaque génération, la situation différera avec les desseins du monarque. Aussi, l'obéissance du roi est-elle difficile. Quand la désobéissance se manifeste, elle conduit aux troubles et à l'effusion du sang.

« Il est donc indispensable de pouvoir se référer à des normes politiques acceptée par la masse qui se soumettra à ses lois. Les Persans et d'autres nations ont de telles lois. Toute dynastie qui ne fonde pas sa politique sur ce genre de normes ne pourrait réussir à établir son pouvoir. C'est ainsi que Dieu a procédé avec les prédécesseurs. Si un tel code a été établi par les gens intelligents, les dirigeants et les meilleurs esprits du royaume, il en résultera une institution politique sur une base raisonnable. S'il est d'origine divine, transmis par un Législateur sous forme de loi religieuse, il sera utile dans ce monde et dans l'autre.

« En effet, le but de l'existence humaine n'est pas seulement le bien-être matériel. Ce bas-monde est vanité et futilité. Il finit par la mort et l'extinction. Dieu dit : « Croyez-vous que Nous vous avons créés sans but ? » Le but de l'homme est la religion qui le conduit à la félicité dans l'Autre-Monde : C'est « la Voie de Dieu à qui est ce qui se trouve dans les cieus et sur la terre ». Aussi, les lois religieuses servent-elles à permettre aux hommes de suivre ce chemin dans tous ces aspects, avec Dieu et avec leurs semblables ; Il en est de même pour le pouvoir royal, qui est naturel à la société humaine (al-ijmâ' al-insânî), et que les lois religieuses doivent guider sur la voie de la religion, de manière à superviser tout chose.

« Tout ce que la royauté accomplit par la force, la domination ou le libre jeu (ihmâl) de l'irascibilité n'est que tyrannie ou injustice, aussi bien blâmés par la loi religieuse que par les exigences de la sagesse politique. De même, est blâmable tout ce qui n'est

dicté que par des considérations politiques, sans intervention supérieure de la loi religieuse, parce que c'est une simple vision des choses, sans la lumière de Dieu. « Celui à qui Dieu ne donne pas la lumière, n'a point de lumière ». Le Législateur connaît mieux que la masse (Al-Âmma) ce qui est bon pour elle, dans la mesure où il s'agit de ses problèmes spirituels, qui lui sont cachés. Les actes des hommes - qu'ils se rapportent au pouvoir royal ou à autre chose - retomberont sur eux. Muhammad (qsssl) l'a dit : « Ce sont vos œuvres qui retomberont sur vous. Les lois des hommes ne concernent que les intérêts temporels. Ils connaissent une apparence de la Vie immédiate ». Au contraire, le dessein du Législateur, vis-à-vis de l'humanité, est d'assurer son bonheur dans l'Autre-Vie. C'est pourquoi, il faut faire agir la masse, selon la loi religieuse, aussi bien, pour ses affaires temporelles que pour ses affaires spirituelles ».

Une question se pose nécessairement : l'Islâm traite-t-il tous les aspects de la vie humaine ? Le Coran répond : « *Nous (Dieu) avons fait descendre sur toi le Livre comme explication détaillée de toute chose ainsi qu'un bon guide, une miséricorde et une bonne nouvelle pour les Musulmans* ». Tabârî explique ainsi ce verset : « *Tout ce qui concerne le besoin des gens en matière de connaissance du licite et de l'illicite, de récompense et de peines* ».

Si nous avons foi en la Parole de Dieu, nous sommes amenés à proclamer que l'Islâm ne reste pas indifférent aux problèmes soulevés par les événements. Ceux-ci affectent la vie de l'homme. Or, le Coran et la Sunna cernent la totalité des actes, d'une manière globale. Le texte coranique est catégorique à ce sujet. Il est clairement affirmé que rien n'a été négligé. A chaque chose correspond nécessairement une règle juridique, soit pour donner une orientation, soit pour entrer dans les détails. L'Islâm est donc bien, une religion complète, car au terme de la mission du Prophète (qsssl), le Très-Haut révèle à tous les croyants, de tous les temps : « *Aujourd'hui, Je vous ai parfait votre religion ; Je vous ai accordé Ma grâce tout entière et J'ai agréé pour vous l'Islâm comme religion* ».

Pour l'Islâm, la notion de religion s'applique à toutes les activités humaines. Lorsque Dieu mentionne « *Dînu-l-Mâliki* » dans la sourate 12 « *Yûsuf* », verset 76, Il indique la législation

en vigueur dans le pays du Pharaon. Il s'agit des lois auxquelles les tribunaux recourent pour trancher les différends. Elles constituent la réglementation administrative qui organise les affaires du pays et sur laquelle repose toute l'administration de la société. Il est clair, que, dans la terminologie coranique, la voie suivie par les différents secteurs de la vie se désigne par « *dîn* ». Il en résulte ; que « *Dînu Allahi* » ne définit pas seulement les pratiques rituelles confinées dans les lieux réservés au culte, l'observance du jeûne annuel du Ramadan, etc., mais il signifie bien la concrétisation de toute la révélation divine contenue dans le Coran.

L'Islâm ne se définit donc pas seulement par les seules matières culturelles et spirituelles. Il se manifeste également dans tous les domaines de la vie politique et économique. Les uns et les autres appartiennent aux fondements de la religion. Le Coran est clair à ce sujet : « *Recherche à travers ce que Dieu t'a donné, en la demeure ultime, sans pour autant oublier ta part de ce monde* ». Le verset 177 de la sourate Al-Baqara expose sans ambiguïté, les deux aspects indispensables de la pratique islamique : la piété ne consiste pas uniquement à se prosterner en direction de l'Est ou de l'Ouest mais à apporter sa contribution pour remédier aux souffrances physiques et morales du genre humain. Ce commandement divin se traduit aussi bien par des actes individuels que par un programme établi par les plus hautes instances du pays. C'est d'ailleurs pourquoi, l'Islâm se présente à la fois comme : « *dîn wa dawla* ».

La législation énonce une série de règles juridiques, civiles, pénales... destinées à organiser la vie présente. Il va de soi que leur mise en œuvre suppose des institutions étatiques dirigées et contrôlées par un gouvernement. Il n'entre pas dans les prérogatives de ce dernier de s'immiscer dans les affaires culturelles. Il n'en reste pas moins que l'Islâm propose des règles et des principes directement liés au fonctionnement de l'Etat et de la société. Il en est ainsi de la chûra (la concertation), des libertés fondamentales, de l'égalité, de la pratique des ventes, de la politique étrangère ... Dieu ne s'adresse-t-il pas au Prophète (qsssl) en ces termes : « *Nous t'avons révélé le Livre en toute vérité et en bon droit afin de juger entre les hommes selon ce que Dieu te montre* ». En quoi s'applique cet arbitrage, si ce n'est sur un programme politique et socio-économique préalablement établi et conforme au Coran et à la Sunna que les dirigeants

des différents rouages de l'Etat sont tenus de concrétiser dans les faits ?

Chaque musulman se soumet de plein gré aux arrêts juridiques même lorsque la Loi n'est pas observée correctement et honnêtement. La notion de « *croyant* » s'imbrique nécessairement dans la façon de se comporter à l'égard des préceptes coraniques et de leurs orientations, selon ce verset qui lie étroitement l'acceptation de la foi à l'accomplissement de la Loi divine. « *Non ! Par ton Seigneur ! Ils n'auront pas cru jusqu'à ce qu'ils te prennent pour juge dans leur objet de dispute, puis qu'ils ne ressentent en eux-mêmes aucune contrainte du fait de la sentence et qu'ils s'y plient en complète soumission* ».

Travaillés par les concepts occidentaux, les partisans de la laïcité prétendent que l'application de la Législation de Dieu conduit inévitablement à la formation d'un Etat à caractère théocratique. Dès lors, pensent-ils, les théologiens étant les seuls à posséder l'explication de la charî'a, il s'ensuit une domination des « *hommes de religion* » sur la scène politique et leur mainmise directe ou indirecte sur tous les rouages de l'Etat. Etant les détenteurs de la Vérité, le peuple n'a pas la possibilité de faire valoir son droit au choix des hommes et à la critique d'une autorité érigée en sacerdoce, à la fois infaillible et intraitable. Ces arguments accusateurs sont dénués de tout fondement.

Nous n'avons pas encore entendu quelqu'un prôner l'institution d'un Etat religieux ou théocratique. Il a été toujours question d'édifier un Etat islamique. Une différence de taille distingue l'un de l'autre ; car il n'y a aucune similitude entre un Etat qui se construit sur des assises islamiques et l'Etat religieux que l'Occident chrétien a connu au Moyen-âge. La confusion procède de la conception restrictive que les laïques se font de la religion en Islâm. Celle-ci n'est, dans son sens étroit, qu'un aspect parmi d'autres, à savoir : les liens de la famille, les biens meubles et immeubles, les accords commerciaux, la signature des traités de paix, etc.

Ainsi, l'Islâm ne se définit pas seulement par ses cinq piliers qui, comme leur nom l'indique, sont les fondements sur lesquels doit se construire un édifice. Il ne se résume pas aux houdoud, qui s'appliquent, entre autres, au voleur et au fornicateur. Il déborde le cadre du port ou non du hijâb, de la mixité ou de la non mixité.

Bien au contraire, il étend son action aux secteurs suivants : intellectuel, professionnel, politique, social, économique, artistique, militaire... La réalisation de ces objectifs fait appel aux spécialistes de chacune de ces disciplines. Il est tout à fait normal d'exiger des dirigeants et des cadres de l'Etat une formation islamique, de la même manière qu'une société à vocation capitaliste ou socialiste nécessite un encadrement aux idéologies et aux doctrines appropriées. C'est dire qu'un Etat musulman revêt, non pas un caractère exclusivement religieux, mais il est essentiellement civil.

Quant au peuple, il n'est point exclu de la vie politique. Il est du devoir de chaque individu de participer au commandement du Bien et à l'interdiction du Mal. A ce sujet, l'Etat musulman repose sur le droit d'option, la chûra et la responsabilité des dirigeants devant la nation. Les prérogatives de ces derniers sont limitées et non point absolues, y compris celles du chef de l'Etat. Celui-ci n'est pas le représentant de Dieu devant la Communauté, mais il est l'expression de la volonté populaire qui le choisit, le contrôle et, s'il y a lieu, le démet de ses fonctions. La preuve en a été donnée par le premier discours du premier calife, en l'occurrence Abû Bakr as-Saddîq, ce que nous pourrions appeler son discours d'investiture :

« Obéissez-moi, dit-il, aussi longtemps que j'obéirai à Dieu. Si je lui désobéis, vous n'aurez pas à m'obéir. Aidez-moi si j'agis bien. Redressez-moi si j'agis mal ». A son tour 'Umar Ibn al-Khattâb se réjouit d'entendre cette apostrophe d'un musulman : « Par Dieu ! Si nous avons vu en toi une déviation, nous l'aurions redressée par nos épées ». Les deux premiers califes de l'Islâm ne firent, en ces occasions, qu'appliquer le sage enseignement du Sceau des envoyés (qsssl) qui rejeta, sans appel, la notion d'obéissance aveugle en disant : « Pas d'obéissance d'une créature à celui qui désobéit au Créateur ».

Sur le plan de l'organisation économique, il ne faut pas comprendre que l'Islâm trace des plans et expose les moyens de leur application. Ainsi, il n'accorde pas, par exemple, la priorité à l'industrie lourde par rapport à l'industrie légère ou inversement. Du point de vue agricole, il ne fixe pas, par exemple, le choix des cultures et leur zone d'implantation, etc. Il laisse ces initiatives à la volonté humaine. Son dessein, consiste plutôt à substituer les situations socio-économiques viciées, par d'autres fortement

imprégnées de pureté, de justice et de morale. Sur un autre plan, l'Islâm ne prétend pas influencer sur les mutations historiques ou contrecarrer les lois de la nature. C'est pourquoi, il ne définit pas les stades historiques de la propriété, à la manière du marxisme qui la fait passer du féodalisme au socialisme, en passant par le capitalisme. Il se penche donc sur l'organisation économique, mais n'examine pas dans les détails, ni en général, la science économique, celle-ci étant laissée au développement de l'intellect lié au progrès matériel et au vécu de chaque société.

C'est pourquoi l'Islâm fait siens certains concepts scientifiques relatifs aux règles et aux méthodes que le cerveau humain dévoila au cours des derniers siècles. Il ne rejette pas, non plus, une certaine terminologie formulée au prix d'efforts intellectuels soutenus, en vue d'élargir le champ d'action de la connaissance. Il en est ainsi de ces expressions : l'offre et la demande, le profit, la valeur, le revenu national, l'investissement, etc. Ce vocabulaire s'utilise comme instrument d'analyse. Son emploi ne se justifie pourtant qu'en fonction de la Loi islamique avec tout ce qu'elle comporte en prescriptions sociales, dans le but d'une juste et équitable répartition des richesses.

La confrontation pacifique des idées implique l'honnêteté et la sincérité intellectuelles. Il s'agit pour chacun de se situer par rapport à l'Islâm. Il n'est pas logique de débattre de questions relevant du domaine des *fourou'* (questions subsidiaires) lorsque nous ne croyons pas aux *ouçoûl* (les questions fondamentales). Nous ne pouvons pas discuter de la *chari'a*, au moment où nous nions le bien fondé de la *'aqîda*. La voie du dialogue entre musulmans ne peut s'ouvrir aux matérialistes athées dont la dialectique rejette le mystère et pour lesquels il n'y a que le néant au-delà de la matière. D'une manière générale, l'échange d'idées ne peut être que faussé si, au départ, la conviction ne porte pas sur l'existence des prophètes auxquels Dieu révéla le Livre et sur le monde éternel où les actes des hommes seront jugés à leur juste valeur. Lorsque la raison n'admet pas ces fondements, le dialogue ne peut pas s'instaurer à propos de l'obligation de la *zakât*, de l'illicéité du taux usuraire, des jeux de hasard, des sanctions pénales ainsi que l'interdiction du *tabarrouj*, de la fraude, des ventes, etc.

D'une manière générale, comment pouvons-nous résoudre ensemble les problèmes du développement, si nous croyons à une partie du Livre et doutons de l'autre ! L'Islâm est un tout indivisible. Il ordonne de croire au Sceau des envoyés, à ses dires et à ses actes. Ceux qui tournent complètement ou en partie le dos à ces deux principes adoptent consciemment ou inconsciemment ce jugement de Feuerbach : « *Il n'est pas vrai que Dieu créa l'homme. Au contraire, il est plus juste d'affirmer que c'est l'homme qui créa Dieu* ». En d'autres termes, cela revient à proclamer que le Seigneur des mondes est une invention sortie directement de l'imagination humaine.

Lorsque le Prophète (qsssl) envoya *Mo'âdh* Ibn Jabal au Yémen en vue d'occuper la fonction de juge et d'éducateur, il lui donna ce conseil : « *Tu auras à traiter avec les gens du Livre. Tu les inviteras d'abord à témoigner qu'il n'y a de divinité que Dieu et que Muhammad est l'Envoyé de Dieu. S'ils t'approuvent, apprends-leur que Dieu leur impose d'accomplir cinq prières par jour. S'ils t'obéissent, apprends-leur alors que Dieu exige de prévenir une aumône sur leurs biens ; elle sera défalquée de la fortune des riches pour être distribuée aux pauvres...* ».

La lecture de ce passage montre clairement ce que le Prophète (qsssl) enseigna à ses Compagnons de faire admettre d'abord la *'aqîda* avant de se conformer à la *charî'a*. Il s'agit donc de se situer par rapport aux grands principes : Dieu, le Coran, l'Au-delà, le Prophète... Le choix doit être clair et net. C'est refuser de proclamer publiquement le fond de sa pensée que de se cacher derrière ces fausses justifications : du moment que nous vivons l'ère de la science, de l'atome, des découvertes spatiales, il n'est plus judicieux de se prévaloir de valeurs arrêtées quinze siècles en arrière. Ces prétextes ne font pas avancer le dialogue entre les musulmans laïques et croyants, car l'Islâm n'a jamais été contre le progrès.

L'Islâm doit définir nos positions doctrinales, notre identité civilisationnelle et notre idéologie, tout en reconnaissant les différences secondaires qui naissent de l'espace géographique et historique. En effet, nous vivons dans tel pays : nos problèmes méritent des solutions appropriées au contexte de ce pays et au génie de son peuple. N'oublions pas que nous traversons une époque

transformée par les sciences. Ne perdons pas de vue que nous sommes entourés de religions, d'idéologies, de philosophies et de langues multiples. Si nous dépassons aujourd'hui le milliard d'habitants, nous n'avons ni la puissance, ni la science de notre côté. Nous appartenons aux pays dits en voie de développement.

Cette réalité ne nous empêche de nous engager dans la voie de l'Islâm et de nous conformer à la Parole de Dieu : « *Il n'appartient nullement à un croyant ou à une croyante, une fois que Dieu et Son Messager ont décidé d'une chose, d'avoir encore le choix dans leur façon d'agir. Celui qui désobéit à Dieu et à Son Messager s'est fait manifestement fourvoyé* ». (s.33, v.36). Cette sentence ne signifie pas que la raison ne joue aucun rôle. Au contraire, le Coran fait constamment appel à cette faculté de l'homme pour être mieux compris, d'autant plus qu'une grande et importante partie des textes admet encore davantage de compréhension et d'explication. C'est là, d'ailleurs, le sens de la permanence de l'*ijtihad*. Il est certain que le Coran et la Sunna laissent à la raison un large espace de réflexion en vue de dégager de nouveaux « *fouroû'* » (Questions subsidiaires) sur la base et la foi des « *ouçoûl* » (les principes fondamentaux). Il appartient aux *mujtahidîne* de déceler, à partir de leur lecture du Coran et de la Sunna, les arguments, les preuves et tous les indices en mesure de guider leurs travaux dans le bon sens. Encore une fois, disons que ce n'est pas parce que l'effort intellectuel laisse parfois à désirer qu'il faille incriminer les deux sources de la Législation de n'avoir pas cerné tous les problèmes de la vie et de manquer, par conséquent, d'universalisme.

« *Le licite, c'est ce que Dieu a permis dans Son Livre ; l'illicite, c'est ce que Dieu a interdit dans Son Livre* », dit le Prophète (qsssl). Cette dernière expression laisserait croire que la Législation divine a omis d'expliquer ce que doivent être tous les actes des hommes. Ce hadîth n'indique pas que Dieu n'a pas légiféré au sujet de certaines choses mais, par miséricorde, Il n'a pas voulu museler l'esprit du comportement humain. Au contraire, Il lui a accordé la liberté de manœuvre en le situant dans le cadre limité par le licite, d'un côté, l'illicite, de l'autre. C'est pour ne pas annihiler l'initiative des croyants que le Prophète (qsssl) n'aimait pas être assailli de questions sur les affaires non sanctionnées par le Coran. « *Ne m'interrogez pas sur ce que*

je vous ai laissé. Les questions et les désaccords au sujet de leurs prophètes ont égaré ceux qui vous ont précédé. Evitez la chose que je vous déconseille de faire. Appliquez, selon vos possibilités, ce que je vous ordonne de faire ».

La raison joue donc une fonction importante là où le texte reste silencieux, dans la mesure où elle ne trahit pas son esprit et ses desseins. C'est parce que le domaine est vaste que Dieu n'enserra pas l'intellect humain dans un cadre étroit. Le Seigneur laisse à la raison un champ étendu de réflexion afin de rechercher, à partir des énoncés et des principes infaillibles, l'intérêt matériel et spirituel à la fois de l'individu et de la collectivité.

Les laïques arguent que l'Islâm idéal est difficile à réaliser. Est-ce une raison de ne pas tenter l'expérience ? Faut-il opter pour un autre choix et s'engager délibérément dans la voie de l'égarement ? Sont-ils sûrs et certains de mettre en œuvre leur propre méthode d'organisation ? Certains aspects de leur politique ne relèvent-ils pas d'une vue de l'esprit ? Pourtant, ils s'efforcent par tous les moyens légaux d'atteindre leurs objectifs. Pourquoi alors les musulmans n'agiraient-ils pas en vue de s'élever et de s'approcher progressivement de la société envisagée par Dieu ? C'est ce que les laïques ne veulent pas comprendre et, par ignorance ou par calcul politique, s'opposent à la solution islamique. A quoi sert de déclarer verbalement son attachement à l'Islâm, d'une part, et adopter une idéologie étrangère à la religion de Dieu ? C'est simplement faire preuve de *nifâq* (hypocrisie), comportement condamné dans maints passages du Livre sacré et de la Sunna.

Il est aberrant d'entendre des gens dire : *« Oui ! Nous sommes des musulmans comme vous, mais nous sommes pour un islâm progressiste, alors que le vôtre est traditionnel ; notre Islâm est moderne, quant au vôtre, il est ancien et caduc ; notre Islâm est évolutif tandis que, le vôtre est statique, sclérosé... »*. Que non ! Les principes islamiques sont immuables. Les changements s'opèrent dans certaines formes et certaines structures imposées par les mutations sociales lesquelles n'affectent pas le fond et les objectifs à atteindre. Sur ce plan, il est normal que des divergences se manifestent entre ceux qui sont vraiment en mesure d'interpréter correctement et justement l'islâm.

C'est pourquoi, Dieu, dans ce contexte, dit qu'il faut revenir au Coran et à la Sunna qui sont les critères de discernement : « *Ô vous qui croyez ! Obéissez à Dieu, obéissez au Messager, et à ceux d'entre vous qui détiennent le pouvoir. Si vous êtes en litige à propos d'une chose, ramenez-là à Dieu et au Messager, si vous croyez réellement à Dieu et au Jour Dernier ; Cela est mieux et d'interprétation meilleure* ». En d'autres termes, il convient de justifier la politique pratiquée en se référant au Coran et au hadîth, comme le marxiste appuie son argumentation sur Marx et Engels, comme le capitaliste explique ses positions en se réclamant des promoteurs du libéralisme économique. Notre Prophète (qsssl), à la veille de sa mort, a dit : « *Je vous ai laissé, si vous y tenez, ce qui ne vous égarera jamais après moi : le Livre de Dieu et la Sunna de Son Envoyé* ».

La politique de la séparation entre la religion et l'Etat est un faux-fuyant qui cache le dessein sinistre de battre en brèche l'âme des croyants. Les musulmans connaisseurs de l'Islâm qui militent néanmoins en faveur de cette distinction sont animés de visées politiques, ou pour le moins cherchent à faire plaisir aux Européens. Dans un cas comme dans l'autre, leur objectif, plus ou moins avoué, consiste à occulter le sacré de son espace naturel et de réserver tout l'espace et toutes les activités au séculier. Quant à ceux qui n'ont de l'Islâm qu'une connaissance superficielle, ils revêtent la religion islamique du même sens que le monde occidental lui accorde : la religion est une affaire privée ! Elle se manifeste dans un domaine restreint et précis, sans s'immiscer dans les autres affaires. Or, l'Islâm n'enseigne pas de « *rendre à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui est à Dieu* », comme l'enseigne l'évangile du moment que tout appartient à Dieu, le Créateur des cieux, de la terre et ce qui se trouve entre les deux.

La doctrine chrétienne de la séparation entre la foi et la politique équivaut à amputer la religion de Dieu d'une grande partie de ses organes vitaux, en attendant de la confiner dans un musée, ce que tout croyant sincère n'acceptera jamais. D'une manière générale, les partisans de la laïcité, qui projettent de cloîtrer la religion entre les murs d'une mosquée, isolent arbitrairement les deux volets de l'Islâm pour faire de la religion -dans son sens étroit- l'expression de réalités éternelles et immuables -et de l'Etat-

de type occidental-un ordre qui se soumet aux facteurs de l'évolution et du changement (ce qui est bien), mais quitte à fouler aux pieds les commandements de Dieu. Or, l'Islâm est en même temps religion (*dîn*) et Etat (*dawla*), d'où la nécessité de ne pas éloigner le politique du religieux, sans pour autant les confondre, mais aussi de telle sorte que, c'est au premier de se soumettre au second. C'est à la chari'a, c'est-à-dire au Coran et à la Sunna, d'orienter la politique des dirigeants d'un pays, plutôt que de voir ceux-ci se servir de la religion pour assouvir leurs ambitions personnelles.

Croire en l'Islâm et l'appliquer, ce n'est pas, du point de vue du sunnisme, transformer l'Etat en une institution dirigée par une hiérarchie ecclésiastique. Cela n'élimine pas, pour autant, les théologiens -vraiment qualifiés et ouverts vers le monde extérieur- de la vie sociale, en ce sens qu'étant les gardiens de la pureté de la foi et de ses implications politico-économiques, ils s'érigent, de l'extérieur, en régulateurs des orientations islamiques. Croire en l'Islâm, c'est le pratiquer quotidiennement; c'est œuvrer à préserver les *ouçouûl*, tout en s'ouvrant à la culture universelle et aux sciences humaines, afin qu'une saine communication passe à travers toutes les composantes de l'humanité. Dieu, n'a-t-Il pas créé les hommes en tribus et en peuples pour se connaître mutuellement et donc pour se comprendre ? (s.49, v.13).